

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Projet de déclaration de la République centrafricaine au Sommet de l'avenir

New-York, 22-23 Juillet 2024

Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs ;

La République centrafricaine se réjouit de l'adoption ce jour du pacte de l'avenir auquel est annexé, le pacte numérique mondial et la déclaration sur les générations futures. Cette adoption est le signe d'une volonté réaffirmée de notre aspiration commune à rechercher une prospérité partagée.

Ce pacte ambitieux et transformateur est une étape importante pour rétablir la confiance et restaurer notre humanité commune qui se traduit par le renouvellement de l'engagement de ne laisser personne de côté et de protéger notre planète. Je reste convaincu que la mise en œuvre des actions concrètes dans le cadre de ce pacte et de ses annexes sont nécessaires pour accélérer la réalisation des ODD, préserver les droits, améliorer la gouvernance mondiale et préserver ainsi la paix et la stabilité.

Je voudrais particulièrement m'attarder sur le mot « action » qui nous invite à sortir de l'immobilisme ambiant dans lequel nous somnolons depuis des décennies et par lequel, ne cesse de s'accroître de plus en plus des déséquilibres dans l'égalité des droits notamment dans le droit au développement, dans le droit à un monde plus sûr et durable, le droit à l'auto-détermination, à la souveraineté et le droit d'être des acteurs impliqués dans la gouvernance mondiale.

Cet immobilisme qui nous caractérise depuis plus de 30 ans en passant de la logique de groupe de travail à la logique des négociations intergouvernementales, sans que notre organisation soit en capacité de procéder à la réforme des Nations Unies et plus particulièrement du Conseil de sécurité qui réparerait une injustice historique faite à l'Afrique. Ce Conseil qui pourtant, ne reflète plus notre monde d'aujourd'hui et dans lequel, le double standard, l'incompréhension et les logiques de camp en sont devenu la règle au détriment de l'équité, de la cohérence, de l'objectivité et de l'efficacité réduisant ainsi les chances de paix pour beaucoup de pays ou les populations en souffrance.

Je formule le vœu que ce pacte ne soit pas une énième occasion manquée et que nous allons ensemble, nous mettre réellement en mouvement. Pour ce faire, une sensibilisation et un soutien politique massif et accrus sont nécessaires pour générer et matérialiser les opportunités en termes de prévention et de résolution de conflit, de financement, du développement du partage de la connaissance

et de l'innovation. De tel sorte que le nouveau contrat social que nous scellons aujourd'hui soit résolument tourné vers des solutions multilatérales pour un avenir meilleur pour tous et plus particulièrement les jeunes, les filles et les femmes.

En République centrafricaine, la mise en œuvre de l'agenda 2030 est contraint en raison principalement des défis internes liés entre autres à la situation sécuritaire, à son enclavement, au déficit énergétique etc.

Pour accélérer la mise en œuvre des ODD, le Gouvernement a défini et validé un Programme National de développement 2024-2028 ambitieux de 12,8 milliards de dollar qui ambitionne, de bâtir un pays prospère disposant d'un capital humain de qualité et des infrastructures résilientes et durables fondée sur un État de droit plus inclusif axé sur les principes de la bonne gouvernance.

L'enjeu pour notre pays est de passer d'une logique d'urgence à une logique d'un développement soutenu, durable et porteur d'une transformation structurelle de l'économie dans lequel les jeunes, les femmes et le secteur privé occupe une place de choix.

Ces dernières années la jeunesse centrafricaine, qui représente un peu plus de 70% de la population centrafricaine, a bénéficié des efforts de sensibilisation sur l'importance de la paix. Ils ont compris et cela se traduit par une dynamique unique qui marque le paysage centrafricain : ils ont décidé que la paix passe par l'entrepreneuriat.

Il est donc pour nous urgent de repenser la gouvernance de l'architecture financière internationale, d'impulser une réelle dynamique pour régler les problématiques liés à la dette, de repenser le profil des acteurs d'aides en faisant la part des choses : aider nos populations les plus vulnérables et libérer les financements nécessaires pour soutenir nos dynamiques de relèvements et de développement.

Dans cette dynamique, nous voyons en l'utilisation des nouvelles technologies et à l'innovation, un vivier important dans la quête d'une mobilisation accrue des ressources nationales. En cela, le pacte numérique mondial sera un atout pour

optimiser au maximum la contribution de la technologie, de l'innovation et de la science à la croissance.

La mutualisation de nos efforts ne fait pas de place à la dispersion. Allons vers les besoins et les aspirations des peuples pour construire l'avenir que nous voulons et dans lequel personne n'est réellement mise de côté.

Je vous remercie.